

## Hébergement de réfugiés et migrants autour d'Athènes

\*

Nombre de camps ont été installés à partir de 2015 alentours d'Athènes à l'exception de celui de Laurion qui existe depuis 1945. Nous allons faire le point à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2021 sur les conditions d'accueil pour quelques uns d'entre-eux ce qui révélera une tendance plus générale des conditions de vies des réfugiés et migrants sur le sol grec.

Nous devons nous rappeler qu'en 2018, 64.900 réfugiés séjournèrent en Grèce dont 16.468 se trouvaient sur le continent répartis dans 26 camps. A partir de cette date leur nombre a fortement augmenté passant à environ 100.000 personnes pour toute la Grèce dont sans doute plus de 23.000 dans la région qui nous intéresse (il s'agit d'une estimation personnelle, n'ayant pu trouver de chiffre officiel\*). Cette dernière augmentation serait due au transport de personnes vulnérables en provenance des « hot spots », à l'arrivée de migrants venus des pays frontaliers, aux migrants renvoyés de pays européens. Il est évident que cette surcharge n'a pas amélioré une situation d'hébergement déjà critique.

Document du 01/09/2020 Permettant cette estimation.

Décision d'asile en 1<sup>ère</sup> instance.

-----A	B	C	D	E	
Total	22.680	4.865	15.480	43.035	64%
Syrie	12.685	0	2.195	14.880	85,2%
Afghanistan	3.315	3.570	2.105	8.990	76,6%
Turquie	145	0	70	215	67,4%
Irak	1.870	420	1.030	3.320	69%
Somalie	930	590	75	1.595	95,3%

Légende :

A= Statut de réfugié

B=Protection subsidiaire

C= Refus

D=Total

E=% de reconnaissance

(\*) cf. Marie-Thérèse Daris.

\*

\* \*

## La Grèce divise par deux le nombre d'ONG présentes dans les camps de migrants

Ne nous y trompons pas, c'est un vaste coup de balai qui a été effectué auprès des militants pour la cause des exilés : Notis Mitarachi, le ministre grec des Migrations et de l'Asile a annoncé le 17 juin 2020 que le nombre d'ONG présentes auprès des migrants dans les camps du pays « est ramené de 40 à seulement 18 ». Le ministre s'appuie sur une nouvelle loi dont l'objectif est de "réguler" et "éclaircir" un secteur jugé "opaque".

Lors de la crise migratoire de 2015, de très nombreuses associations s'étaient implantées en Grèce, devenue l'une des portes principales de l'Europe pour des centaines de milliers de candidats à l'exil. Mais depuis 2017 un certain nombre de ces ONG avaient quitté le pays sans en informer les autorités chargées de l'immigration, le gouvernement grec a donc décidé de créer un registre répertoriant les acteurs du milieu associatif pour y voir plus clair dans les activités humanitaires.

Dans cette optique, les ONG avaient jusqu'à fin juin 2020 pour s'enregistrer auprès du ministère des Migrations, lequel devait ensuite examiner si ces organisations répondaient aux critères requis par la loi. Au total, ce sont 137 ONG qui se sont enregistrées dont 80 (fin juin 2020) ont accompli la première étape de la procédure d'« accréditation ». Soixante-dix sont en cours d'examen dont seuls "18 répondent jusqu'ici aux conditions requises", selon le ministère (juin 2020).

De nombreux organismes ont salué l'initiative du ministère de "mettre à jour" le registre des ONG et de "renforcer la transparence" du secteur humanitaire ; cependant, certains acteurs de la société civile ont fait part de leur mécontentement dans une lettre adressée au ministère pour faire part des "entraves bureaucratiques de la procédure d'enregistrement, ce qui pose des problèmes à l'accès sur le terrain pour secourir les migrants" et à "l'accès aux fonds" nécessaires pour leur action (sources AFP).

De fait, en raison du manque d'infrastructures adéquates en Grèce pour accueillir les centaines de milliers de migrants dont la majorité sont passés en Europe occidentale ces dernières années, l'Union européenne a octroyé des fonds directement aux ONG qui avaient alors afflué dans le pays pour gérer la situation en coopération avec l'État grec. Comme cela était prévu, le gouvernement grec a progressivement pris le relais de la gestion de la majorité des services d'assistance aux demandeurs d'asile.

Sous fond politique, la gestion du gouvernement précédent a été critiquée par le nouveau ministre en charge des questions migratoires, Notis Mitarachi, qui a accusé le précédent gouvernement de gauche d'Alexis Tsipras (2018-2019) d'avoir laissé "le champ libre à la gestion des fonds européens par les ONG" sans assez de contrôle de l'État.

Le ministre entendait ainsi défendre l'actuel gouvernement conservateur, sous le feu des critiques du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres ONG sur la gestion des camps surpeuplés sur les îles de la mer Égée. On estime à près de 35 000 le nombre de personnes qui s'entassent actuellement dans les camps sordides répartis sur cinq îles de la mer Égée - à l'image de Moria sur l'île de Lesbos - ainsi qu'à la frontière terrestre avec la Turquie mais aussi avec le « centre d'accueil » de l'Evros.

A ce jour, 1<sup>er</sup> janvier 2021, les conditions de vie dans les camps sont toujours et encore dénoncées par les ONG, notamment pour ce qui concerne le manque de « logements » en Grèce continentale alors que le gouvernement grec a repris ces derniers jours les transferts réguliers des demandeurs d'asile vers le Pirée ( port d'Athènes). De nouveau, par manque de places suffisantes sur le continent et malgré le froid, des dizaines de demandeurs d'asile ont commencé à camper à la belle étoile sur la place Victoria, dans le centre de la capitale.

Alors que les camps débordent et que de nouveaux campements se forment, des ONG se sont plaintes dans une lettre adressée au gouvernement des difficultés de plus en plus récurrentes pour

accéder aux migrants afin de leur porter assistance. Ainsi, pour exemple, l'évolution du Coronavirus a-t-il permis au gouvernement de prendre un décret portant sur "le droit du rassemblement" qui risque d'empêcher les bénévoles de secourir les migrants se trouvant à l'extérieur des camps comme c'est malheureusement déjà trop souvent le cas.

\*  
\* \*

Nous avons tenté de faire le point sur quelques camps en Grèce continentale.

### Principaux camps étudiés :

**Oinofyta** : Installé en Béotie à une centaine de km au nord d'Athènes en 2015, le camp de 50 tentes est situé autour de bâtiments, il dispose d'eau, d'égout, d'électricité, de toilettes chimiques. Un médecin est à la disposition des résidents. Fin 2017 le camp est fermé afin d'être rénové. En mars 2018 on y transporte des réfugiés venant d'installations hôtelières où ils étaient provisoirement hébergés après être arrivés des îles. Ceux-ci réagissent à leur transport et créent des difficultés. Ils se trouvent isolés loin de tout et se plaignent également des conditions de vie et en particulier de l'absence de prestations médicales-pharmaceutiques. Ils demandent, manifestations à l'appui à retourner dans les hôtels.

Ce camp peuplé en majorité de femmes et d'enfants est situé près d'un terrain d'aviation militaire. La pollution sonore perturbe dangereusement les enfants, l'hygiène et la propreté sont laissés aux soins des habitants sans que pour autant on leur procure les moyens de le faire. Les endroits communs de préparation des repas sont inacceptables, ils sont parfois obligés de cuisiner dans des chambres étroites et mal aérées. A cette date (11/2018) l'UNHCR décompte 596 résidents pour une capacité de 574, Syriens 73%, Afghans 13%, Irakiens 11%, autres 3%.

*Ce camp est géré par l'OIM. En novembre 2017, Oinofyta a été fermé car les conditions ne répondaient pas aux normes légales minimales. Il a été rouvert en mars 2018, non pas parce que les conditions s'étaient améliorées, mais pour répondre à l'arrivée croissante de réfugiés en Grèce continentale. Une ONG locale a visité le camp après sa réouverture, elle a noté que les conditions étaient pires que lorsque le camp a été initialement fermé - 9 mois plus tard : « les réfugiés vivent dans le même enfer ».*

Ces camps sont critiqués car les conditions sont insupportables - ils sont surpeuplés, dangereux et insalubres. Des milliers de personnes n'ont d'autre choix que de continuer à vivre dans des tentes tout au long de l'hiver. Les conditions sont déplorables malgré l'envoi de millions d'euros par l'UE pour améliorer les conditions d'accueil et de vie au quotidien. Ainsi, en juillet 2019 ce sont 20 millions d'Euros supplémentaires qui ont été accordés mais en janvier 2021 tout reste inchangé, ou presque. Il faut se souvenir que ces 20 M. D'Euros sont venus s'ajouter au 1,6 milliard d'Euros accordés à la Grèce depuis 2015 pour lui venir en aide face aux problématiques migratoires.

Pour revenir au camp de Oinofyta, sachons que comme les points chauds des îles, ce centre est dangereux et insalubre ; les conditions dans le camp enfreignent clairement les normes légales. Pour le représentant du HCR, il existe des risques environnementaux dans le camp d'Oinofyta. Il évoque le fait qu'il n'existe pas de «procédures opérationnelles standard» clairement arrêté pour la gestion des réfugiés dans ce camp ; notamment, les enfants demandeurs d'asile non accompagnés

ou les personnes qui ont survécu à des violences sexuelles et sexistes ne sont pas suffisamment protégés.

Le HCR considère cependant qu'Oinofyta dispose d'installations de cuisine «suffisantes», d'un accès à l'eau, d'installations de lavage et de toilettes séparées pour les femmes et de systèmes d'égouts. Mais la réalité est fortement différente et ne répond même pas au qualificatif de «suffisant», comme des photos récentes le montre. Il a été relevé que des matières fécales humaines maculent les parois d'Oinofyta. Les toilettes du camp n'ont pas de portes et les sections hommes et femmes sont séparées par des rideaux de fortune. L'eau n'est pas potable et la cuisine commune est inondée d'eau sale et de poubelles débordantes.

Les surfaces sont si insalubres que les résidents dépensent les maigres allocations qu'ils perçoivent pour faire la cuisine à des fins personnelles. Les ordures jonchent les planchers et le bâtiment lui-même, qui est une usine chimique désaffectée, est visiblement structurellement insalubre.

Contrairement aux normes de l'OIM, il n'y a aucune activité régulière prévue pour les résidents et plus particulièrement pour les enfants, ceci étant relevé aussi par le HCR qui précise « qu'il n'y a pas d'activité éducative à Oinofyta ».

En outre, les soins de santé sont quasi inexistantes et le camp est laissé sans personnel le week-end et pendant la nuit. C'est ainsi que Zinab a vécu huit mois de sa grossesse à Oinofyta et a accouché seule dans le camp. Elle a commencé le travail d'accouchement à 6 heures du matin alors qu'aucun membre du personnel n'était présent. Le témoignage des résidents dépeint les conditions de vie dans ce camp : « Lors de l'accouchement de Zinab, des réfugiés ont appelé une ambulance et l'ont aidé à accoucher ; or, ces réfugiés ne parlaient ni le grec ni l'anglais et l'ambulance est arrivée deux jours plus tard. Le nouveau né a subi un traumatisme lors de l'accouchement.

Il est clair que les conditions dans le camp d'Oinofyta ne répondent pas aux normes légales. La plupart des camps en Grèce continentale ne disposent d'aucune base juridique, cependant, des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile sont définies dans le droit de l'Union Européenne et ont été adoptées par le Vouli (Parlement grec).

Force est de constater que les conditions à Oinofyta sont à la fois inhumaines et dégradantes, violant l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

**Malakassa** : Il s'agit de deux camps situés à une soixantaine de km au nord d'Athènes, ils sont gérés par l'OIM et le gouvernement grec. Les réfugiés sont hébergés dans des containers, des buildings et des tentes. Les migrants vulnérables se trouvent obligés de vivre dans de mauvaises conditions d'habitation. De plus la nourriture est mauvaise : des haricots tous les jours, du poulet et du riz une fois par semaine, les crédits ont été diminués de 10 Euros/j à 5 Euros/j. La croix rouge fait de son mieux pour assurer un service médical. Les résidents se plaignent d'être dans l'impossibilité de faire enregistrer une demande d'asile. Cette demande doit être faite par Skype le mercredi de 8h à 9h pour les anglophones et les francophones. Le gouvernement a promis une accélération de la procédure d'asile. Le 14/9/2018 l'UNHCR décompte 1276 résidents pour une capacité de 1218, afghans 50%, syriens 26%, Irakiens 17%, Iraniens 6%. En novembre 2020 Solidarity Migrant Report signale des conditions de vie horribles sous

prétexte du Covid 19. De plus conditions d'hygiène alarmantes, aucune protection contre l'épidémie. Trop de personnes dans des tentes non distancées, pas de possibilité d'exams médicaux, froid, ceux qui vivent dans les tentes n'ont pas reçu de couvertures. Carences de produits fondamentaux : lait pour bébés, vêtements, chaussures. Pas d'éducation fournie aux enfants. Procédures compliquées, voire impossibles pour se procurer des papiers ou déposer une demande d'asile. Sentiment de danger durant les nuits surtout pour les femmes et les enfants.

Le principal défi pour les migrants de Malakasa est de pouvoir s'enregistrer afin de déposer une demande d'asile. Pour cela, il faut passer un appel avec son smartphone via l'application de vidéoconférence Skype. Cette situation est ubuesque quand on sait les conditions d'arrivée en Grèce (perte de pièces d'identité, argent volé, biens personnels perdus, parfois famille éclatée...), la possession d'un téléphone et l'utilisation de Skype devient une gageure.

Les autorités grecques de l'immigration ont donné des instructions à l'administration du camp : « les réfugiés doivent contacter le site InfoMigrants, ils doivent ensuite s'occuper eux-mêmes de leur rendez-vous pour informer le service d'asile grec (GAS) de sa volonté de faire une demande d'asile ».

L'appel ne peut se faire uniquement qu'à certaines heures avec un identifiant Skype. Ce créneau horaire disponible dépend de la langue parlée par le réfugié et selon le lieu où elle se trouve, que ce soit Thessalonique, Athènes ou en Crète. (Sur les autres îles grecques, la procédure est différente).

Cela a empêché beaucoup de personnes de faire leur demande d'asile. Seule une poignée de personnes savent comment se servir d'internet. Par ailleurs, les jours et les créneaux horaires prévus ne sont pas suffisants : les migrants parlant le français et l'anglais ne peuvent appeler que les mercredis de 8 à 9 heures du matin.

Nous avons aussi demandé à l'OIM de réagir aux craintes concernant le manque de nourriture à Malakasa 1 et 2. Le porte-parole a confirmé que c'est bien l'armée grecque qui s'occupe de la distribution de repas dans la section Malakasa 2, tout en ajoutant : "A Malakasa 1, le nombre de demandeurs d'asile non enregistrés et de réfugiés a considérablement augmenté ces dernières semaines. L'OIM fait de son mieux pour aider un maximum de familles vulnérables qui vivent dans des tentes improvisées. L'OIM distribue plus de 700 paniers de nourriture par semaine et coordonne d'autres distributions avec des organisations bénévoles."

**Eléonas** : Premier camp ouvert en août 2015 en Grèce continentale. Il s'agit d'une structure ouverte, située dans une banlieue industrielle au NO d'Athènes. Les migrants sont logés en containers 300 pour environ 1500 personnes. Les familles des résidents reçoivent 450 Euros/mois, étant donné qu'ils se trouvent en zone urbaine ils peuvent acheter leur propre nourriture et cuisiner. Les conditions de vie y sont meilleures qu'à Lesbos, divers ateliers ont été développés, Elix a fondé une structure d'occupation pour enfants entre 2 et 4 ans, des cours de langues sont offerts à ceux qui se préparent à partir vers les pays d'Europe mais malgré les efforts de très nombreuses organisations ces conditions de vie restent très insuffisantes. Il manque toujours du lait pour bébé, des couches, des vêtements. La situation s'est aggravée en août 2020 à la suite de l'arrivée de 200 personnes venant des îles (Moria) et de l'expansion de

l'épidémie de COVID19. LE 14/09/2018 l'UNHCR dénombre 1470 résidents pour une capacité de 700 places. Afghans 37%, Syriens 31%, Iraniens 9%, Irakiens 7%, autres 16%.

**Skaramangas** : Centre d'accueil situé près des chantiers navals dans une zone pauvre et très populaire. Ouvert en 2016, en avril 2019 on dénombre 2.624 résidents originaires de 28 pays pour une capacité de 3.200. Le nombre de migrants a souvent varié du fait que ce camp sert à absorber le surplus des arrivants en provenance des îles en attendant de pouvoir les installer dans de meilleures conditions. En avril 2019, à l'exception des nouveaux arrivants, les autres migrants sont hébergés dans 403 containers. Les besoins sont immenses. Les 400 enfants qui y habitent bénéficient toutefois de structures permettant de les tenir occupés. Les plus jeunes vont au jardin d'enfants du camp, les autres sont dirigés vers les écoles publiques de la région. Certains adultes sont là depuis 3 ans dans l'attente d'acquiescer l'asile.

Les résidents reçoivent 100 Euros/personne/mois. Avec cette somme ils achètent leur nourriture et la préparent, la nourriture du camp étant réservée aux nouveaux arrivants qui n'ont pas encore été enregistrés. Ce camp étant un camp ouvert en zone urbaine industrielle certains ont pu trouver du travail dans les environs d'autres ont créé des activités professionnelles dans le camp lui-même (ex : magasins d'approvisionnement en nourriture etc...). Les organisations de bénévoles très présentes ont pu réaliser des espaces spécifiques pour les femmes accompagnées de leurs enfants, des ateliers de couture, des classes d'enseignement de langues étrangères, des unités d'enseignement des règles d'hygiène et de puériculture.

Un responsable bénévole grec demande plus de surveillance de la part de la police pour protéger les femmes et les enfants qui sont nombreux. L'UNHCR en 2018 dénombre : Syriens 57%, Irakiens 24%, Afghans 10%, Iraniens 3%, 6% autres.

**Elefsina** : Est un camp ouvert de petite dimension. Il rencontre les mêmes problèmes que tous les autres camps mais les résidents sont soutenus par une équipe de citoyens solidaires d'Elefsina qui les encadre en privilégiant les jeunes et veille à satisfaire leurs besoins en leur fournissant surtout des produits d'hygiène et de puériculture. A la suite d'une longue lutte qu'ils ont remportée contre les autorités, ils ont pu assurer l'éducation des jeunes qui sont scolarisés dans les écoles publiques d'Elefsina et de Mandras. Aucun bienfait n'est perdu, lors d'inondations catastrophiques de ces communes les réfugiés sont venus prêter main forte aux habitants. L'UNHCR dénombre : Syriens 91%, Irakiens 7%, Palestiniens 1%.

**Ritsona** : Ce camp est issu des efforts conjoints de la Croix-Rouge, du Croissant Rouge, de l'ambassade des Emirats Arabes Unis et du ministère de la défense, il a été inauguré le 22 novembre 2016. Le site est un ancien camp militaire désaffecté qui se situe à environ 80 kms. L'ONG Cross Cultural Solution a pris le parti d'organiser ce camp en privilégiant les contacts et la coopération entre les volontaires et les migrants.

C'est ainsi qu'ils travaillent à faire de ce camp un endroit le plus convivial possible. Un centre de distribution de vêtements pour adultes et enfants, de bouteilles d'eau, de produits de toilette et d'alimentation gratuits a été mis en place. Pour acquiescer ces produits il leur était distribué une monnaie fictive, ce qui demande une certaine gestion de la part des organisateurs mais aussi une certaine responsabilité de la part des bénéficiaires.

Sur le plan des loisirs, des concerts ont été donnés pour faciliter le rapprochement entre les jeunes du camp et ceux des villages alentours.

Malheureusement en 2018 la population du camp est passée de 800 à 3000 du fait de l'arrivée de migrants venus des camps surchargés de Lesbos et de Samos. Malgré les efforts conjugués des organisations bénévoles : Estia, Hélios, Lighthouse Relief Team et toujours Cross Cultural Solution un certain découragement se fait aujourd'hui sentir en même temps que des tentes sont installées à côté des containers de la première période.

Pourtant les efforts continuent et la protection des groupes fragiles par la création d'un Child Friendly Space, d'un Female Friendly Space, de loisirs et d'activités sociales et culturelles, d'un Youth Engagement Space donnent une impression de normalité couronnée en 2020 d'un Programme de formation pour volontaires résidents.

En mars 2020 les premiers cas de Covid ont entraîné la fermeture du camp, un confinement complet a été décidé lorsqu'en juillet 2020 un tiers du camp a été contaminé. Au 1<sup>er</sup> janvier 2021 la totalité des 850 jeunes de 4 à 17 ans ne sont plus scolarisés.

**Thivai (Thebes)** : Ce camp est ouvert depuis 2017 par l'Office Grec des Migration, l'OIM, la Croix Rouge Grecque, Médecins du Monde et la Society for Care of Children and Adults. Il s'agit alors d'appartements confortables en containers prévus pour 8 personnes. Cependant depuis l'arrivée de migrants venus des « Hot spots » ce camp est surchargé.

**Corinthe** : Depuis août 2019, sur l'initiative du gouvernement de K. Mitsotakis l'ancien camp militaire de Corinthe est attribué pour faire fonction de camp d'hébergement. En septembre des familles avec enfants y sont amenées, elles proviennent des « hot spots » des îles égéennes. Ce sont surtout des personnes fragilisées demandant l'asile : femmes enceintes, enfants en bas âge ou personnes affligées de maladies graves, physiques aussi bien que psychologiques. Viennent s'ajouter des enfants jusqu'alors hébergés à Athènes. Selon Le RSA « Refugies support Aegean » au milieu d'octobre 2019 ce camp hébergeait 600 personnes. Il rapporte que les conditions de vie sont lamentables et que de plus la période d'attente avant d'être dirigé vers un autre lieu (ce camp est un lieu de transit) n'étant pas précisée un grand malaise s'installe. Ce camp géré par l'OGM n'a pas de définition légale officielle, il est utilisé comme lieu de passage. Il est évident que cette structure n'est pas prête à fonctionner et surtout elle est située loin des services fondamentaux. Soins médicaux insuffisants : 2 heures de consultation 2 fois par semaine grâce à des bénévoles, à 2,5km un petit hôpital non équipé pour les cas sérieux. Pour une naissance prématurée nécessitant une mise en couveuse, il faut transporter la mère et l'enfant à Athènes (60km) ou à Patras (120km) dans l'un et l'autre cas la mère ne peut pas rester près de son enfant n'ayant pas la possibilité d'être hébergée sur place. Les embûches habituelles de la bureaucratie sont multipliées du fait de l'éloignement de villes importantes. La nourriture est mauvaise, parfois immangeable et les installations médiocres : les points d'eau sont rares et loin. Les habitations sont d'immenses tentes souvent partagées par 14 familles. De minces cloisons ; ouvertes en haut délimitent tant bien que mal l'espace de chacun. Sans isolation le bruit est permanent. Ces conditions inhumaines aggravent l'état déjà fragile des réfugiés qui se sentent abandonnés, loin de tout secours.

**Laurion** : Il existe deux camps à Laurion, l'un situé à la périphérie de la ville du même nom, l'autre à quelques kilomètres de celle-ci. Le second étant plus récent est mieux équipé que le premier.

En effet le camp le plus ancien est destiné depuis la fin de la guerre à abriter des réfugiés. Pendant plus de trente ans ce camp a servi de refuge aux exilés politiques Kurdes et Turcs. Plus tard des Afghans y ont été installés.

En 2012 les camps sont plus ou moins abandonnés par les autorités. Les personnes qui continuent à y vivre sont ravitaillées grâce à la solidarité des habitants de Laurion et des bénévoles de la région d'Athènes ; le camp est alors mis en autogestion par ses habitants. Puis en juillet 2017 sous la pression des Turcs qui accusent la Grèce de protéger des terroristes, les autorités grecques décident de fermer les camps et d'en expulser les 350 occupants. Le prétexte alors invoqué est que : « non conforme aux lois Grecques et européennes ». Ce qui indispose les autorités semble être leur autogestion.

Toutefois, les déclarations officielles faites, ces camps autogérés contiennent à fonctionner, soutenus encore une fois par la population locales et des initiatives internationales. Depuis 2018 des convois solidaires ont effectué 55 livraisons de nourriture et de matériel. Le confinement n'a pas interrompu cette aide qui au lieu d'arriver en camion de 10 tonnes, arrive maintenant peu à peu, en petites quantités quand les conditions le permettent.

Grâce à ces efforts conjoints de nombreux ateliers ont été créés dont un atelier de couture. Pendant la pandémie la fabrication et la vente de masques à l'Etat grec a rapporté de quoi vivre un peu mieux. Ils ont pu fournir pour 15.000 Euros de matériel de protection à un hôpital public. Pour terminer, ils ont récemment projeté de créer un centre éducatif pour enfants.

\*  
\* \*

### Pour terminer...

... une note sur une association dynamique avec qui nous entretenons des liens privilégiés pour acheminer, au nom d'Amel-France, des produits de première nécessité et des vêtements :

**KHORA community center** est en fonction depuis novembre 2016. C'est une association grecque basée à Athènes, née à Lesbos d'une rencontre entre diverses communautés qui se sont regroupées pour réaliser leur but commun : secourir les personnes chassées de chez elles par la pauvreté, l'oppression, le changement climatique et la guerre.

Khora déclaré officiellement : « Nous croyons en la liberté de déplacement pour tous. Nous sommes solidaires à l'égard des personnes déplacées, chacun doit pouvoir disposer de son autonomie, de sa dignité, d'une communauté, de moyens essentiels pour vivre »

« Nous ne sommes pas une ONG, une œuvre charitable, et ne sommes pas associés aux instances gouvernementales »

« Notre but est la transparence, nous acceptons questions et critiques. » Une fois par mois nous tenons une assemblée ouverte le mardi soir à 6h (s'informer de la date sur facebook)

KHORA community center est composé de :

Khora asylum support team. Equipe de bénévoles, travailleurs sociaux et interprètes dont le but est de combler les vides du partage de l'information et du plaidoyer ici à Athènes.  
Khora beehive (la ruche). A pour mission de créer un espace de bienvenue et de soutien centré sur l'art et les pratiques thérapeutiques liées à la création grâce à la formation d'ateliers (bijouterie, art textiles, dessin, peinture.)

Khora Sound lab : atelier de production acoustique.

Khora social kitchen. Des centaines de repas chauds par jour sont préparés pour les personnes dans le besoin, 5 jours sur 7. C'est aussi un lieu amical et sûr où on peut s'asseoir et échanger avec ses amis. C'est aussi un espace mis à la disposition d'événements culturels.

Khora free shop ; Fournit gratuitement vêtements, chaussures, produits de toilette basiques, couvertures, sous-vêtements, jouets, matériel scolaire.

A l'heure actuelle cette communauté soutient environ un millier de personnes.

\*  
\* \*

### Les résolutions de l'Europe :

En ce moment à Bruxelles se discute la mise en oeuvre du Nouveau Pacte sur l'Immigration et l'Asile. Cette résolution reste à ce jour la base pour sortir les États membres du sud de l'UE - comme la Grèce et l'Italie – de l'impasse où elle se trouve face à la situation des migrants et des réfugiés « non conventionnels » qui arrivent dans les États membres du centre et de l'est de l'Europe - comme la Hongrie et Pologne – et qui refuse de les accepter.

Des dispositions plus strictes concernant le regroupement familial et un nouveau mécanisme de surveillance des violations des droits de l'homme font certainement partie des éléments positifs du nouveau plan mais nous relevons trois défauts majeurs dans cette proposition de résolution :

#### 1) D'autres Morias pourraient encore se produire :

Le pacte ne fait pas grand cas de la situation à Moria : aucun changement ne permet d'accélérer les contrôles sécuritaires, l'identification, les diagnostics de santé qui devraient s'effectuer dans un délai maximum de cinq jours.

Les procédures mises en place par les autorités grecques ne respectent toujours pas les directives européennes : le processus de demande d'asile prend un mois voire deux à trois années.

Ce que propose le Nouveau Pacte est irréalisable à l'heure actuelle car il sera difficile de maintenir des délais aussi exigeants tout en respectant les garanties procédurales et les droits des demandeurs.

#### 2) Flexibilité imparfaite autour de l'option de " parrainage " :

Le Pacte introduit un nouveau système de solidarité «obligatoire» mais «flexible» qui pourrait être extrêmement problématique. Un plan antérieur de relocalisation des demandeurs d'asile dans toute l'UE a échoué parce que les pays d'Europe centrale et orientale ont rejeté l'idée de quotas obligatoires.

Les nouvelles propositions de la Commission donnent désormais aux États membres la possibilité de faire preuve de «solidarité» sans accepter réellement les demandeurs d'asile, en «parrainant» le retour de ceux jugés comme n'ayant pas le droit de rester dans l'UE dans leur pays d'origine.

Outre les questions de mise en œuvre de cette proposition, cette nouvelle option est trop complexe et dilue les responsabilités.

3) Parler de « solidarité » mais faire l'impasse sur l'urgence de rétablir la dignité humaine :

La Commission semble se concentrer sur la tentative de parvenir enfin à un accord entre les États membres sur une politique commune de migration et d'asile, même si cela aboutit à fermer les yeux sur des problèmes de droits de l'homme véritablement graves et des préoccupations juridiques.

\*

\* \*

Pendant que l'on « discute » à Bruxelles et à Strasbourg de l'avenir des populations en déplacement, les conditions de vie des migrants/réfugiés se dégradent dans les camps du fait qu'aucune réelle politique volontariste prend plus en compte l'élaboration d'une politique européenne intégrée pleinement alignée sur les valeurs autrefois fondamentales de l'Union, à savoir le respect de la dignité humaine, des droits de l'homme et de l'État de droit.

Marie-Thérèse Daris et  
Gilles-Henri Tardy  
Avril 2021